



Le mépris pour les AESH a assez duré : nous voulons la reconnaissance, le statut, et le salaire qui nous sont dus !

Notre constat est unanime: le manque de reconnaissance pour les AESH, les conditions de travail, la flexibilité imposée, les salaires de misère, la dégradation des conditions d'accueil des élèves en situation de handicap: les AESH contribuent pleinement par leur professionnalisme à la réussite de leur scolarisation.

Depuis plus d'un an, les mobilisations des personnels AESH ont été des succès incontestables, démontrant que la colère s'amplifie. Ces mobilisations, largement relayées dans les médias, rassemblent des cortèges imposants partout en France : la mobilisation ne faiblit pas.

Pourtant, le ministère a maintenu son attitude méprisante :

- la précarité et un salaire insuffisant avec des temps incomplets imposés qui contraignent au cumul d'emploi, dans un contexte où le coût de la vie explose ;
- Les PIAL qui dégradent nos conditions de travail. C'est une politique du chiffre au détriment de la santé mentale et physique qui aboutit à de nombreuses démissions ;
- L'absence de reconnaissance du métier qui conduit à la perte de sens de nos missions, notamment par le saupoudrage de l'accompagnement des élèves.

Il y a urgence à répondre à nos revendications :

- augmenter les rémunérations de toutes et tous les AESH sur toute la carrière, avec comme objectif l'alignement sur la grille de catégorie B ;
- prendre en charge tous les déplacements et revaloriser les indemnités kilométriques ;
- garantir une rémunération à temps complet pour 24h, pour vivre de notre travail ;
- abandonner les PIAL et la politique de mutualisation des moyens ;
- créer un véritable statut de la Fonction publique pour reconnaître le métier d'AESH ;
- donner l'accès à des formations qualifiantes à la hauteur des missions
- Créer les places dans les structures spécialisées (IME, ITEP...) pour accueillir les élèves qui en relèvent et qui ont besoin de personnels spécialisés et de soins ;
- recruter les AESH qui manquent pour permettre à tous les élèves en situation de handicap de bénéficier d'un accompagnement qui correspond pleinement à leurs besoins.

- **La FNEC-FP-FO, la FSU, SUD et CGT éducation de l'Yonne appellent à un rassemblement à l'inspection à Auxerre et à Sens**

Jeudi 23 juin à partir de 17h30